



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

L'économie martiniquaise marque le pas

Au deuxième trimestre 2026, l'économie martiniquaise montre des signes d'essoufflement. L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit à 99,9 (-2,5 points par rapport au premier trimestre), un niveau proche de sa moyenne de longue période.

La consommation des ménages, tout comme l'investissement des entreprises, laisse apparaître des signes de fragilisation ce trimestre. Les marchés du travail et de l'emploi se trouvent eux aussi affectés, avec notamment une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi par rapport au trimestre précédent.

Les tensions géopolitiques mondiales continuent d'altérer la confiance des entreprises martiniquaises. Ce phénomène, couplé à la remontée de l'inflation ce trimestre et à des délais de paiement toujours élevés, se traduit, entre autres, par des prévisions d'activité et d'investissement dégradées. Le maintien des dispositifs d'exonération de charges sociales vient tout de même apporter un peu de visibilité.

L'indicateur du climat des affaires (ICA) fait face à des vents contraires

Après plusieurs mois de stabilité, la conjoncture s'est dégradée au deuxième trimestre comme l'avaient anticipé les chefs d'entreprise dans leurs prévisions du trimestre passé. L'indicateur du climat des affaires fléchit à 99,9 (en recul de 2,5 points) et retrouve un niveau proche de sa moyenne de longue période.

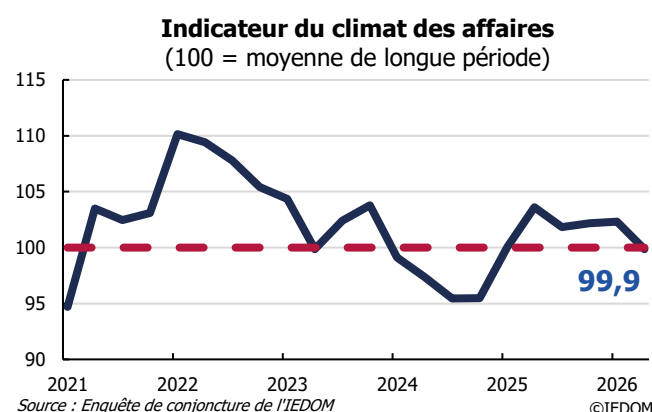
Bien que dégradée, l'activité se redresse sur le trimestre et contribue à limiter la baisse de l'ICA. Les délais de paiement et les prévisions d'investissements ont en revanche pesé négativement sur l'indicateur.

Dans un contexte marqué par le conflit au Moyen-Orient, des cours du pétrole à un niveau élevé et un retour progressif de l'inflation, une proportion croissante de chefs d'entreprise fait état d'une dégradation de sa trésorerie ce trimestre. La hausse des coûts de l'énergie, conjuguée à une progression limitée des prix de vente, contribue à cette dégradation.

À noter également que davantage de chefs d'entreprise ont déclaré des stocks en hausse ce trimestre, ce qui pourrait notamment traduire un ralentissement des

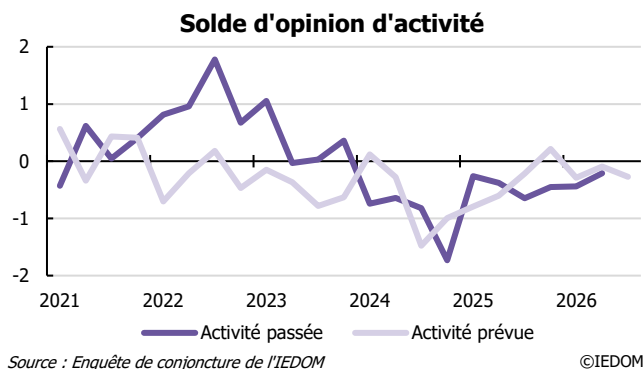
ventes ou une anticipation d'augmentation du prix des intrants.

Les prévisions pour le prochain trimestre apparaissent peu favorables. L'activité marquerait le pas, et les soldes d'opinion sur les effectifs sont également mal orientés.



Une activité toujours en dents de scie

Ce trimestre, l'activité globale des entreprises semble s'être légèrement améliorée. Bien que les soldes d'opinion sur l'activité restent en territoire négatif, ils retrouvent un niveau similaire à celui du début d'année 2025. Toutefois, l'analyse par secteurs révèle que cette amélioration est exclusivement portée par les entreprises du secteur touristique, qui sont les seules à enregistrer une hausse de leur activité.



La tendance plutôt maussade pour les autres secteurs est également perceptible à travers le volume d'heures rémunérées, qui diminue de 1,1 % en avril et de 1,8 % en mai 2026 (notamment pour les services marchands) par rapport aux mêmes mois de l'année précédente.

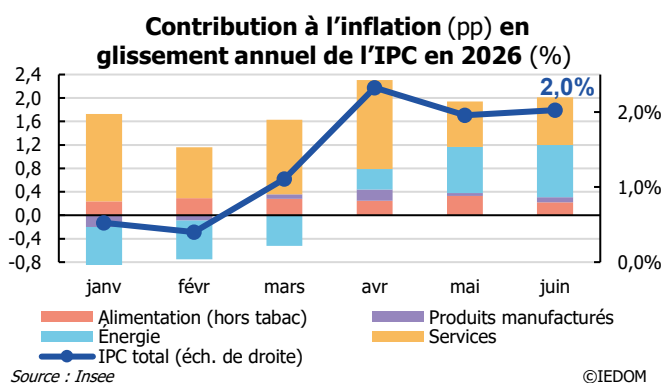
Les perspectives d'activité sont, quant à elles, à la baisse pour le trimestre à venir.

Une remontée de l'inflation

Les prix à la consommation ont continué d'augmenter au deuxième trimestre (+0,6 % entre avril et juin 2026). Cette hausse s'explique principalement par la progression des prix de l'énergie (+16,2 %).

L'impact du conflit au Moyen-Orient sur les prix des carburants a été encore plus perceptible ce trimestre. Le prix du sans plomb est ainsi passé de 1,69 € à 1,86 €, et celui du gazole de 1,64 € à 1,95 € au mois d'avril. Les prix des carburants ont cependant commencé à diminuer à partir du mois de juillet, laissant espérer une accalmie.

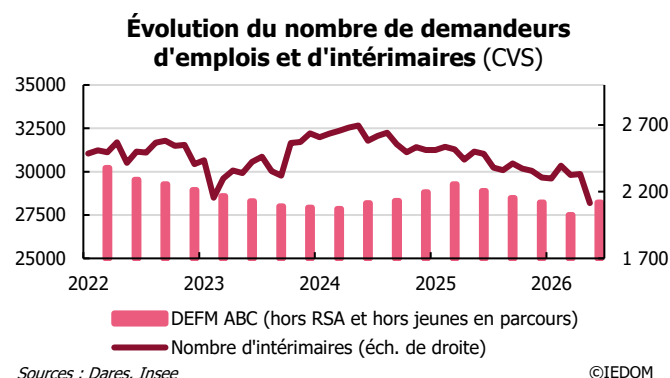
En glissement annuel, l'inflation s'élève à 2,0 % en juin 2026, contre 1,8 % en Hexagone. Les prix de l'énergie et des services en sont les principaux contributeurs.



Des signaux plutôt négatifs sur les marchés du travail et de l'emploi

Le nombre de demandeurs d'emplois des catégories A, B et C (hors RSA et jeunes en parcours) enregistre une hausse ce trimestre (+2,6 % CVS). Il reste cependant en baisse par rapport au même trimestre de l'année précédente (-2,3 %). Cette hausse, bien que n'épargnant aucune catégorie d'âge et de genre, semble plus marquée pour les hommes et les personnes âgées de 25 à 49 ans.

En parallèle, la demande des entreprises pour le travail temporaire en avril et en mai est en baisse avec en moyenne -5,0 % d'intérimaires par rapport au premier trimestre 2026 et -10,0 % par rapport aux mêmes mois en 2025.



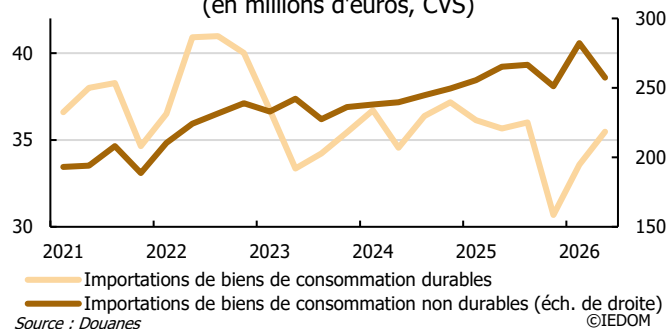
Les dernières données disponibles sur l'emploi salarié au premier trimestre 2026 révèlent également une légère baisse des effectifs par rapport au quatrième trimestre 2025 (-0,1 % en moyenne, -0,2 % pour le privé et -0,1 % pour le public).

Une consommation des ménages fragilisée

La consommation des ménages montre des signes de fragilisation ce trimestre. Les importations de biens de consommation évoluent de manière contrastée. Portées par l'augmentation des importations de téléviseurs et d'appareils électroménagers, les importations de biens de consommation durables sont en hausse sur le trimestre (+5,6 % CVS). À l'inverse, les importations de biens de consommation non durables reculent ce trimestre par rapport au premier trimestre 2026 (-8,8 % CVS). Les importations de produits pharmaceutiques et de produits d'origine animale (viande, poisson, fromage) sont notamment concernées. Les ventes de véhicules aux particuliers s'inscrivent également en baisse sur le trimestre (-8,2 % CVS) et sur l'année (-15,8 % CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages sont relativement stables, avec une légère diminution sur le trimestre du nombre de personnes en situation d'interdiction bancaire (-0,7 %), des incidents de paiement sur chèques (-2,4 %), suivis d'une faible hausse du nombre de retraits de cartes bancaires (+0,5 %). Le nombre de dossiers de surendettement est en légère progression sur le trimestre (+1,1 %), mais reste largement supérieur à celui du deuxième trimestre 2025 (+11,4 %).

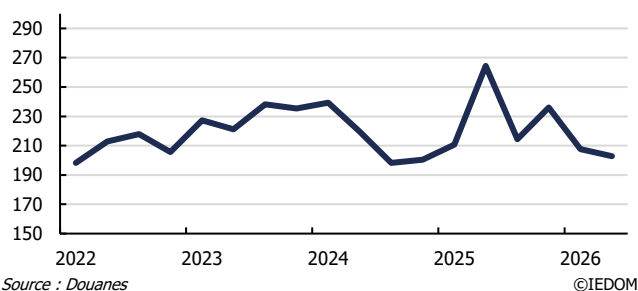
Importations de biens de consommation (en millions d'euros, CVS)



Un investissement toujours en repli

Après une baisse amorcée dès le début de l'année 2026, l'investissement reste en repli. Les importations de biens d'investissements continuent de diminuer ce trimestre (- 2,3 % CVS par rapport au trimestre précédent). Les importations de machines et appareils divers (dont les équipements de communication), mais également les importations de voitures et de métaux sont particulièrement concernées.

Importations de biens d'investissement (CVS, en millions d'euros)



De la même manière, après une baisse de 2,6 % au premier trimestre 2026, les encours de crédits à l'investissement des entreprises continuent de baisser au deuxième trimestre (-0,2 % sur trois mois).

De plus, les perspectives d'investissement sur les prochains mois pour les entreprises interrogées dans l'enquête de conjoncture, sont plutôt mal orientées, en particulier pour les secteurs agricole et agroalimentaire, le tourisme, et la construction.

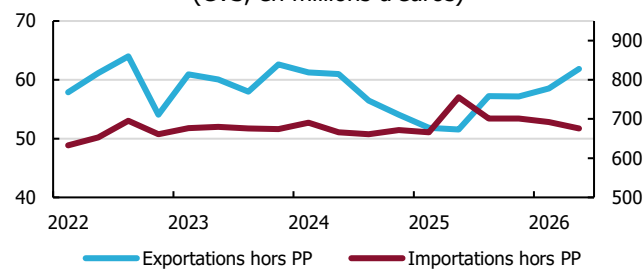
En revanche, l'annonce récente du maintien des dispositifs d'exonération de charges sociales de la LODEOM et du régime d'aide fiscale à l'investissement productif (RAFIP) dans le projet de loi de finances pour

2027 devrait permettre une meilleure visibilité pour les entreprises martiniquaises en termes d'investissement et d'emploi pour l'année prochaine.

Des exportations en progression

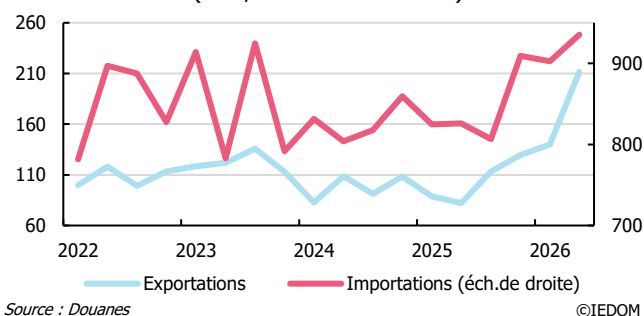
Hors produits pétroliers, les exportations continuent de progresser (+5,7 % CVS), principalement portées par l'augmentation des exportations de bananes et de rhum (données brutes). Les importations sont quant à elles en baisse (-2,4 % CVS), en lien avec la diminution des importations de biens de consommation et d'investissement mentionnées précédemment. Elles retrouvent progressivement un niveau similaire à celui du début d'année 2025.

Échanges extérieurs (hors services et produits pétroliers) (CVS, en millions d'euros)



Les évolutions de la balance commerciale restent fortement dépendantes des échanges de produits pétroliers. On observe une augmentation tant des importations (+43,0 % CVS) que des exportations de produits pétroliers (+68,5 % CVS) sur le trimestre, ces dernières contribuant à réduire le déficit commercial de 5,1 %.

Échanges extérieurs (hors services) (CVS, en millions d'euros)

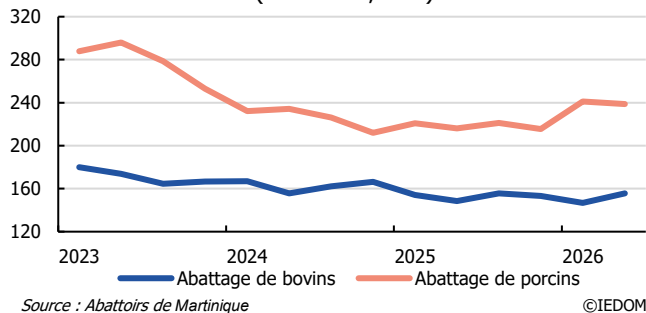


Une activité encore en retrait pour la majorité des secteurs d'activité

Pour le secteur **agricole**, le deuxième trimestre a été marqué par de fortes sécheresses qui ont engendré une baisse des rendements pour l'ensemble des filières. La sécheresse a notamment impacté la récolte de cannes, et l'élevage se retrouve également touché par l'absence d'eau et de nourriture pour les bovins.

La production animale semble néanmoins poursuivre sa dynamique avec un volume d'abattage total en hausse de 1,5 % (CVS), porté par les abattages de bovins (+6,0 % CVS). Cette hausse pourrait être liée à des envois anticipés de bovins à l'abattoir dans ce contexte de sécheresse. Les abattages de porcins sont en légère baisse sur le trimestre (-1,0 % CVS) mais en nette hausse par rapport au deuxième trimestre 2025 (+10,5 % CVS). De plus, les exportations de bananes, bien qu'en hausse de 23,9 % sur le trimestre en données brutes, sont en baisse de 4,6 % (CVS). De même pour les exportations de rhum (+84,7 % en données brutes lié aux effets saisonniers, contre -0,2 % CVS), ce qui traduit une évolution conjoncturelle moins favorable pour ces deux productions.

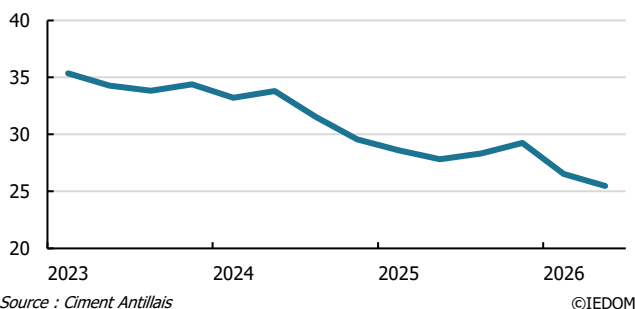
Abattage de bovins et porcins
(en tonnes, CVS)



La situation reste préoccupante pour le troisième trimestre avec les conséquences de la sécheresse toujours bien visibles. Les agriculteurs espèrent une reconnaissance de catastrophe naturelle de la part de l'État afin d'être accompagnés et indemnisés.

Les indicateurs du secteur du **BTP** continuent globalement de se dégrader. Les ventes de ciment sont en recul de 4,0 % (CVS) sur le trimestre, et les importations d'éléments en métal pour la construction sont également en baisse (- 17,6 % CVS). On note aussi un ralentissement de la construction neuve avec -6,9 % (CVS) d'attestations de conformité électrique délivrées. Les importations de carrelage enregistrent une hausse de 5,1 % (CVS). Le solde d'opinion relatif à l'activité stagne ce trimestre et les effectifs sont à la baisse.

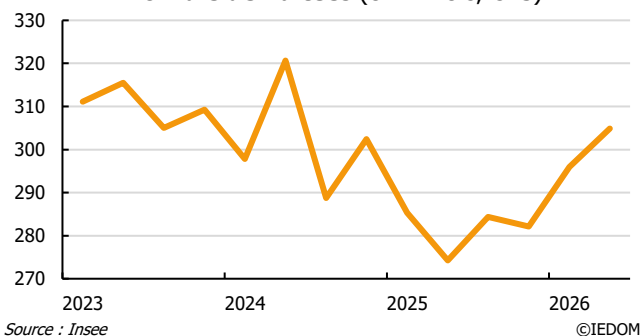
Ventes de ciment (en milliers de tonnes, CVS)



Le secteur reste préoccupé par la mise en place du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), qui exerce une pression haussière sur les prix, ainsi que par une réduction supplémentaire de la ligne budgétaire unique (LBU), principal outil de financement du logement social en outre-mer.

Concernant le **tourisme**, malgré un nombre de passagers à l'aéroport et de vols en baisse sur le trimestre (respectivement -1,1 % et -3,0 % CVS), l'activité du secteur s'est plutôt bien portée pour la période. Le nombre de nuitées dans le parc hôtelier est resté en hausse ce trimestre (+3,0 % CVS), notamment grâce aux locaux, et les entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête de conjoncture décrivent un niveau d'activité et des situations de trésorerie en amélioration.

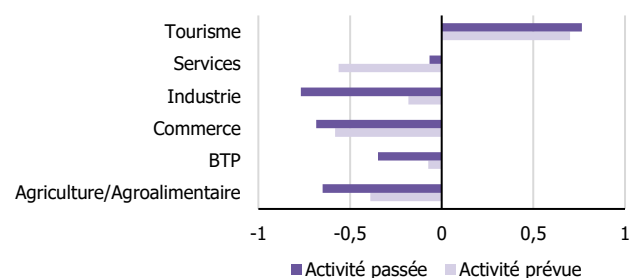
Nombre de nuitées (en milliers, CVS)



Si la période des grandes vacances a été plutôt satisfaisante, la basse saison s'annonce plus compliquée. Les professionnels du secteur anticipent un niveau d'activité plus bas qu'ordinaire, avec pour l'instant des prévisions de locations saisonnières et de ventes de billets d'avion, bien que temporaires, inférieures à celles de l'année dernière. Cela ne se matérialise en revanche pas encore dans les soldes d'opinions sur l'activité à venir pour les entreprises enquêtées qui restent optimistes.

Dans les autres secteurs, les soldes d'opinion sont dans l'ensemble défavorables concernant l'activité du deuxième trimestre. L'activité du secteur de l'**industrie** s'est particulièrement détériorée ce trimestre tandis que celle du **commerce** demeure durablement en territoire négatif. Les prévisions d'activité pour le troisième trimestre sont plutôt pessimistes, bien que moins qu'au trimestre actuel, à l'exception du secteur des **services** pour lequel les perspectives d'activité semblent s'infléchir.

Soldes d'opinion sur l'activité passée et prévue par secteur d'activité



Des trajectoires nationales contrastées dans la Caraïbe

D'après le FMI, la croissance devrait rester stable à 2,4 % en 2026, puis augmenter légèrement pour atteindre 2,7 % en 2027 pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. L'incertitude liée aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient reste le risque le plus immédiat pesant sur la stabilité macroéconomique. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) souligne d'ailleurs que les effets de ce conflit ne vont pas se résorber rapidement, malgré les avancées diplomatiques. Bien que la région ait une faible exposition commerciale directe avec le Golfe Persique (1,4 % des exportations et 0,7 % des importations), les effets de la crise sont hétérogènes dans la région. Le **Guyana**, **Trinité-et-Tobago** et l'**Équateur** bénéficient de termes de l'échange favorables, avec une amélioration de leur balance commerciale respectivement de 17 points, 1,5 et 0,9 point de PIB. À l'inverse, plusieurs États de la Caraïbe subissent la hausse des cours du pétrole. À la **Barbade**, le déficit commercial des biens risque de se creuser, passant de 14,2 % à plus de 16,0 % du PIB. Face à la hausse des prix pétroliers, plusieurs gouvernements ont pris des mesures de soutien ciblées. En **Dominique**, le Parlement a approuvé la prolongation jusqu'à fin juillet des exonérations de TVA et de droits de douane sur les produits de première nécessité, une réponse directe à la pression inflationniste importée.

Dans ce contexte marqué par l'incertitude géopolitique, les économies caribéennes affichent des dynamiques très hétérogènes. La **République dominicaine** reste résiliente : le pays a enregistré une croissance de 4,5 % en glissement annuel au premier semestre 2026, portée par une progression des investissements directs étrangers de 7,7 % sur la période. Le FMI souligne la solidité de ce modèle de croissance, capable d'absorber les chocs externes, tout en poursuivant une trajectoire de réduction de la pauvreté : le taux de pauvreté ayant reculé de 2,7 points de pourcentage entre le premier trimestre 2025 et le premier trimestre 2026.

Toujours plongée dans une crise économique prolongée, **Haïti** devrait subir une nouvelle contraction de son PIB de l'ordre de 1,4 % selon la CEPALC.

Sur le plan institutionnel, **Sainte-Lucie** et le **Guatemala** ont franchi une étape en devenant officiellement pays actionnaires de la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF). Les deux États sont désormais actionnaires de série « C », leur permettant de bénéficier du soutien financier, de l'assistance technique et des services fondés sur l'expertise de la CAF, adaptés à leurs objectifs de développement.

Sources : CEPALC, DG Trésor, FMI

Incertitude géopolitique et prix élevés de l'énergie pèsent sur la croissance

Les tensions au Moyen-Orient alimentent les incertitudes de l'environnement international au deuxième trimestre 2026. Les prix de l'énergie demeurent élevés ; le prix du baril oscillant entre 90 et 100 dollars ; contrebalançant la dynamique insufflée par les investissements massifs réalisés dans les nouvelles technologies, intelligence artificielle en tête. Les perspectives de croissance mondiale restent stables, à 3,0 % pour l'exercice 2026 dans les dernières prévisions du FMI, mais masquent des situations contrastées.

À la faveur de leur rôle de leader de l'innovation dans l'intelligence artificielle et d'exportateurs nets d'énergie, les États-Unis résistent à cette incertitude. Cependant, la croissance du PIB US ralentit à 1,5 % au deuxième trimestre en rythme annualisé (après 2,1 % au trimestre précédent). L'inflation, malgré le ralentissement enregistré aux mois de juin et juillet, y reste sensiblement supérieure à l'objectif de 2 % de la Réserve Fédérale, entretenant une attente forte autour des futures évolutions des taux d'intérêt directeurs.

Importatrice nette d'énergie et desservie par une confiance des ménages en berne, la zone euro enregistre une croissance faible, bien que supérieure aux anticipations, à 0,4 % sur le trimestre. L'Espagne se distingue par un certain dynamisme de son économie (+0,7 %), alors que l'Italie et l'Allemagne enregistrent des performances plus modestes (+0,2 %). En France, la croissance rebondit au deuxième trimestre à +0,2 % après -0,1 % le trimestre précédent.

L'inflation a progressivement ralenti au cours du trimestre. Elle ressort à 2,8 % à fin juin dans la zone euro, niveau supérieur à la cible de 2 %. Le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne a maintenu le 26 juillet 2026 les taux d'intérêt directeurs inchangés, tout en surveillant de près l'intensité et la durée du choc énergétique, susceptibles d'alimenter une montée des prix dans la zone euro.

L'économie japonaise souffre elle aussi des coûts élevés de l'énergie, malgré l'effet de mesures fiscales en ayant amorti l'impact, entraînant un ralentissement de sa croissance, à 1,1 % au second semestre 2026 en rythme annualisé.

Les économies émergentes et en développement connaissent des évolutions contrastées, fonctions de leur dépendance aux importations d'énergie ou de leur insertion dans les chaînes de valeur internationales. L'économie indienne bénéficie toujours de perspectives de croissance élevées pour l'exercice 2026, malgré des anticipations de ralentissement en raison de sa dépendance aux importations d'énergie. Les prix élevés de l'énergie pèsent également sur l'économie chinoise, dont la croissance accuse un léger ralentissement au second trimestre, à 4,3 % sur un an, contre 5,0 % au trimestre précédent.

Sources : FMI (WEO, juin 2026) , Banque de France (Projections macroéconomiques France, juin 2026, Bulletin économique de la BCE n°5/2026)

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : **P. CROISSANDEAU** ■ Responsable de la rédaction : **J. IDIER**

Rédaction : **M. GOSMAS, C. LAMBERT, C. LUIS**